

## from the editor

Like so many public debates, the debate over school choice and the role of the marketplace in public education has become an either-or proposition: the defenders of equity and democracy against the barons of the marketplace (if that's how you see it), or the champions of freedom against the exhausted status quo (if you're on that side of the fence). As always, we have a very difficult time moving our public conversations away from the stark black and white.

But clearly the issues that globalization and growing market pressures are raising for public education cannot be pigeon-holed so neatly. While staunch defenders of the public education system throw philosophical barriers against those who argue for school choice, the public is making reasonable demands that cannot be met by either alternative in its present form: individualized educational programs to meet the needs of an increasingly diverse population of students; greater accountability through standardization and reliable measures of performance; equal opportunities for children of different backgrounds and different economic circumstances; and schools that educate young people to become tolerant citizens in a healthy democracy.

Although we in Canada are not seeing a mass exodus from our public schools, the trickle is becoming a small stream, and the pressure is mounting on public schools and on governments to find a way to either accommodate choice within the system or open the doors wider to choices outside. In an attempt to respond without adequate infusions of government money, public schools and universities are striking deals with corporations, creating more ammunition for the ongoing debate about the role of private enterprise in public education.

The authors in this issue take a look at how competition and the marketplace are changing our concepts of public education, how public policy is responding to conflicting demands, and how we can protect the principles of public education in the face of those demands.

*Education Canada* is organized around themes for each issue, and most of our articles are theme-related. But sometimes something so remarkable crosses my desk (or flies onto my computer via cyberspace) that I must make an exception. Such is the case for the article by Michael Ungar. As we remember and reflect on the tragedy of September 11 just a year ago, he reminds us of the dangers of seeing our world in black and white, and of the promise for understanding that can still be found in the spontaneous responses and interactions of children if we allow them to happen.

## le mot de la rédaction

À l'instar de tant de polémiques publiques, le débat sur le choix de l'école et le rôle de l'entreprise privée dans le système d'éducation publique est devenu polarisé. Il s'agira pour certains d'une lutte à finir des protecteurs de l'équité et de la démocratie contre les magnats de la place de marché, et pour d'autres, du combat des champions de la liberté de choix contre les tenants d'un statu quo épuisé. Nous semblons incapables d'empêcher nos discussions publiques de s'enliser dans des positions extrêmes, noir ou blanc.

Néanmoins, on ne peut plus balayer du revers de la main les doutes et questions que suscitent la mondialisation et les pressions grandissantes du monde des affaires à propos de l'école publique. Ses fervents défenseurs peuvent bien ériger des barricades philosophiques contre celles et ceux qui militent pour la liberté de choix, il n'en reste pas moins que le public a des attentes raisonnables auxquelles ne peuvent répondre l'une ou l'autre alternative dans leur forme actuelle. En effet, il veut des programmes scolaires individualisés capables de satisfaire les besoins d'une population scolaire de plus en plus diversifiée; il veut aussi une imputabilité accrue grâce à une normalisation des méthodes et à des mesures de rendement plus fiables; il demande des possibilités égales pour tous les enfants sans égard pour leur origine ou leurs circonstances économiques; enfin, il exige des écoles où les élèves apprennent à devenir des citoyens tolérants dans une saine démocratie.

Même si le Canada ne connaît pas encore d'exode massif d'élèves hors de ses écoles publiques, on y observe néanmoins de petites hémorragies qui s'amplifient et la pression s'accroît sur les écoles publiques et les gouvernements pour qu'ils trouvent des façons soit de permettre le choix au sein du système public sinon d'ouvrir les portes à un plus grand choix à l'extérieur. Afin de répondre à ces attentes malgré une aide gouvernementale inadéquate, les écoles publiques et les universités ont négocié des ententes avec le monde des affaires, ravivant par là le vieux débat sur le rôle de l'entreprise privée dans les écoles publiques.

Nos collaborateurs pour le présent numéro ont examiné comment la concurrence et la place du marché ont changé nos notions de l'éducation publique, comment les décisions en éducation tentent de répondre tant bien que mal à des attentes conflictuelles et comment nous pouvons protéger les principes de l'éducation publique malgré ces conflits.

Chaque numéro d'*Education Canada* de même que la plupart des articles portent sur un thème particulier. Il arrive cependant qu'on m'envoie à l'occasion un texte tellement remarquable que je doive faire une entorse à la règle. Tel est le cas pour l'article de Michael Ungar. Alors que nous nous apprêtons à commémorer la tragédie du 11 septembre 2001, il nous met en garde contre le danger de voir le monde sans nuances, en noir et blanc, et nous rappelle l'empathie inhérente aux réactions et interactions spontanées de l'enfant, quand on lui permet de leur donner libre cours.

*Paula Dunning*